

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 68 | 4-10 octobre 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 306 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

4 octobre : Les autorités ont [refusé](#) de reporter l'exécution de la peine de prison d'Ayşe Özdoğan, gravement malade, qui a été arrêtée le 2 octobre et envoyée en prison pour une condamnation pour terrorisme prononcée en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen.

4 octobre : Un tribunal d'Antalya a [décidé](#) d'arrêter une femme enceinte qui était détenue pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, en violation des dispositions de la législation turque qui stipule que même si une femme enceinte est condamnée, sa peine doit être reportée.

6 octobre : Des rapports ont [révélé](#) qu'une prison de Düzce refusait de libérer Atilla Coşkun, un détenu gravement malade, bien qu'il ait purgé sa peine il y a six mois. Coşkun est toujours détenu derrière les barreaux en raison de sanctions disciplinaires précédemment imposées.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

7 octobre : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) que le décès d'un prisonnier en raison d'une détérioration de son état de santé dans une prison d'Ankara en 2015 violait son droit à la vie et l'obligation du gouvernement de protéger des vies.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

6 octobre : Deux personnes à Istanbul ont [annoncé](#) lors d'une conférence de presse qu'elles avaient été brièvement enlevées par des personnes qui se sont présentées comme des policiers qui les ont soumises à un interrogatoire violent.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

4 octobre : Un gouverneur de district de Samsun a [démis](#) de ses fonctions deux chefs de quartier pour avoir protesté contre une expropriation menée par le gouvernement.

4 octobre : Le Bureau du gouverneur de Mardin a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours.

5 octobre : La police d'Istanbul a [agressé](#) physiquement la journaliste Fatoş Erdoğan alors qu'elle couvrait une manifestation étudiante à l'université de Boğaziçi.

6 octobre : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 10 étudiants universitaires qui tentaient de faire une déclaration publique contre les accusations du président à leur rencontre. Deux des étudiants ont ensuite été arrêtés par le tribunal.

6 octobre : La police d'Ankara a brièvement [détenu](#) trois militants qui peignaient à la bombe des slogans sur un mur.

6 octobre : La police de Diyarbakır a [arrêté](#) 13 personnes pour avoir prétendument préparé l'organisation d'une manifestation.

7 octobre : La police d'Istanbul a [arrêté](#) sept étudiants universitaires qui protestaient contre la détention d'étudiants la veille.

7 octobre : La police d'Izmir et de Manisa a [arrêté](#) 12 personnes, dont un cadre local du HDP et un cadre d'une ONG créée pour la solidarité avec les proches des prisonniers.

7 octobre : La police d'Ankara a [arrêté](#) la militante Merve Demirel lors d'une manifestation contre le licenciement massif de travailleurs du secteur public à la suite du coup d'État de 2016.

7 octobre : Le bureau du gouverneur d'Istanbul a [interdit](#) une manifestation planifiée par les associations de médecins.

8 octobre : Naci İnci, le recteur de l'université de Boğaziçi qui a été nommé à son poste par le président, a [déposé](#) une plainte auprès de la police contre des étudiants qui ont participé à des manifestations contre sa nomination.

8 octobre : Un tribunal d'Ankara a [acquitté](#) 18 étudiants qui avaient été jugés pour avoir participé à une manifestation de fierté dans une université.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

4 octobre : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur les dettes de la municipalité d'Istanbul envers une entreprise de construction.

4 octobre : Un tribunal d'Eskişehir a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur les promotions au sein de la police et de la gendarmerie.

5 octobre : Selon un [rapport](#) mensuel publié par le député d'opposition Utku Çakırözer, au moins 45 journalistes ont comparu devant un juge et huit journalistes ont été empêchés de suivre l'actualité en septembre.

5 octobre : Un [rapport](#) mensuel publié par la Coalition pour les femmes dans le journalisme (CFWIJ) indique qu'au moins deux femmes journalistes en Turquie ont été agressées physiquement par la police alors qu'elles suivaient l'actualité en septembre.

5 octobre : Les autorités ont [bloqué](#) l'accès aux reportages sur un homme qui a été vu en train d'attaquer des manifestants antigouvernementaux avec une machette en 2013.

6 octobre : La Media and Law Studies Association (MLSA) a [publié](#) son rapport d'observation des procès, notant une augmentation des accusations de terrorisme contre des journalistes sur la base de l'utilisation de preuves liées à leurs activités professionnelles.

6 octobre : Le Parti du mouvement nationaliste (MHP), partenaire d'extrême droite du parti au pouvoir en Turquie, a [rédigé](#) un projet de loi visant à restreindre le fonctionnement des médias et des journalistes recevant des financements directs ou indirects de l'étranger.

7 octobre : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK) a [ouvert](#) une enquête sur Fox TV à la suite des remarques de Başak Demirtaş, l'épouse du politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş, qui a critiqué les restrictions arbitraires de Covid-19 dans les prisons qui ont empêché ses filles de rendre visite à leur père pendant 19 mois.

7 octobre : Un tribunal d'Istanbul a [acquitté](#) les journalistes Canan Coşkun et Veli Açar qui étaient jugés pour avoir couvert le cas de Berkin Elvan, un enfant de 14 ans qui a été tué par la police lors d'une manifestation en 2013.

7 octobre : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur les allégations de corruption impliquant des chefs de police de haut rang.

8 octobre : Un tribunal d'Ankara a [condamné](#) le photographe et écrivain Mehmet Özer à un an et trois mois de prison pour diffusion de propagande terroriste, pour ses publications sur les réseaux sociaux dans

lesquelles il partageait des photographies d'un événement de gauche.

8 octobre : Les procureurs d'Ankara ont [inculpé](#) le politicien de l'opposition Canan Kaftancıoğlu, recherchant jusqu'à deux ans et quatre mois de prison pour avoir insulté Fahrettin Altun, le directeur des communications du président, pour ses commentaires sur la construction prétendument non autorisée de la maison d'Altun à Istanbul.

10 octobre : La police de Rize a brièvement [détenu](#) un homme du nom de Çağlayan Bozacı pour avoir prétendument insulté le président lors d'un événement commémoratif.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

8 octobre : Un tribunal d'Istanbul a [entamé](#) le nouveau procès de l'homme d'affaires et philanthrope emprisonné Osman Kavala, en décidant de le garder derrière les barreaux malgré une ordonnance permanente de la Cour européenne des droits de l'homme pour sa libération.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

5 octobre : Le Collège des juges et des procureurs (HSK) a [radié](#) 10 procureurs et trois juges en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

8 octobre : Un sondage d'opinion a [montré](#) qu'une majorité de 69 % en Turquie ne fait pas confiance au système judiciaire du pays.

MINORITÉ KURDE

4 octobre : Un tribunal de Hakkari a [condamné](#) Ahmet Öner, un membre local du HDP décédé il y a quatre ans, à huit ans et neuf mois de prison pour terrorisme.

5 octobre : Les forces de sécurité de Bitlis ont [arrêté](#) huit personnes, dont les dirigeants locaux du HDP Aziz Başboğa et İhsan Deniz.

5 octobre : Un service de traduction simultanée introduit par le parlement [excluait](#) la langue kurde, la deuxième langue la plus parlée du pays.

7 octobre : La police d'Izmir et de Manisa a [arrêté](#) 12 personnes, dont un cadre local du HDP et un cadre d'une ONG créée pour la solidarité avec les proches des prisonniers.

7 octobre : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK) a [ouvert](#) une enquête sur Fox TV à la suite des remarques de Başak Demirtaş, l'épouse du politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş, qui a critiqué les restrictions arbitraires de Covid-19 dans les prisons qui ont empêché ses filles de rendre visite à leur père pendant 19 mois.

CONDITIONS DE DÉTENTION

5 octobre : Les présidents de la Chambre médicale d'Istanbul et de l'Association du barreau d'Istanbul ont [annoncé](#) lors d'une conférence de presse que les restrictions de Covid-19 qui sont toujours en vigueur dans les prisons turques, malgré leur élimination ailleurs, entraînent de graves violations des droits, y compris des restrictions excessives et prolongées des droits de visite.

5 octobre : Des rapports ont révélé qu'une prison de Samsun [refusait](#) depuis cinq mois un traitement médical à un détenu nommé Selami Keleş qui souffre d'un problème oculaire.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

5 octobre : Les médias ont [rapporté](#) qu'un grand nombre de résidents syriens d'Izmir avaient quitté leur domicile après avoir subi une attaque raciste le 30 septembre.

7 octobre : La police d'Istanbul a [arrêté](#) plusieurs travailleurs migrants en vue de leur expulsion au motif qu'ils étaient venus illégalement en Turquie.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

6 octobre : Garibe Gezer, une prisonnière de Kocaeli, a été sévèrement [torturée](#) et soumise à une agression sexuelle par les gardiens.

8 octobre : Deux étudiants arrêtés pour leur participation aux manifestations de l'université de Boğaziçi auraient été [soumis](#) à des mauvais traitements.

8 octobre : Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux turcs [montrait](#) la police municipale d'Istanbul utilisant

une force excessive sur un vendeur de rue vendant des fruits.

9 octobre : Des rapports indiquent que les gardiens d'une prison de Şanlıurfa ont [agressé](#) 80 détenus et que l'administration pénitentiaire n'a pas proposé de traitement à ceux qui en ont été blessés.

10 octobre : Les gardiens d'une prison de Tekirdağ [agressent](#) physiquement huit détenus qui ont résisté aux fouilles à nu lors d'un transfert involontaire d'une autre prison. Les victimes ont également été empêchées de documenter les violences auxquelles elles ont été soumises.

RÉPRESSION ET VIOLATIONS TRANSNATIONALES

5 octobre : Des rapports ont révélé que l'ambassade de Turquie à Londres avait [espionné](#) des citoyens turcs au Royaume-Uni et transmis une liste de profilage illégal à Ankara, ce qui a conduit à leurs poursuites en Turquie.

6 octobre : L'ancien député de l'opposition Eren Erdem a [annoncé](#) que son fils de 7 ans, soigné à Berlin, était victime d'intimidation de la part des partisans du parti au pouvoir.

8 octobre : Une mission d'enquête de l'ONU sur la Libye a [déclaré](#) que la Turquie avait facilité le recrutement d'enfants soldats syriens âgés de 15 à 18 ans, pour se battre pour son allié dans le conflit libyen.

9 octobre : Une frappe de drone soupçonnée d'être menée par la Turquie dans le nord de l'Irak aurait [tué](#) une femme civile.

DROITS DES FEMMES

6 octobre : Le [rapport](#) mensuel sur la violence masculine du site d'information Bianet a révélé que les hommes avaient tué au moins 26 femmes et infligé au moins 65 violences en septembre.